Quelle: Front National

<http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/>
abgerufen 30.5.14

Hervorhebung in Blau durch G. Mair

Immigration

Stopper l'immigration, renforcer l'identité française

C'est dans le domaine de l'immigration que Nicolas Sarkozy a peut-être le plus durement trahi les Français en général et ses électeurs en particulier, en menant, à l'inverse de ses discours et de ses promesses, la politique d'immigration la plus laxiste de l'histoire de la Ve République. L'immigration est pourtant une source de coûts très importants ; elle est utilisée par le grand patronat pour peser à la baisse sur les salaires et déstabilise en profondeur notre société et ses équilibres. L'assimilation n'est plus possible dans un tel contexte d'immigration de masse. Des mesures d'ordre constitutionnel, législatif et réglementaire doivent être prises au plus vite pour stopper aussi bien l'immigration légale que clandestine. Enfin, des actions devront aussi être menées au niveau international dans le cadre de la politique de coopération.

ANALYSE

La régulation de l'immigration était l'un des axes majeurs de la campagne du candidat Nicolas Sarkozy en 2007 qui prétendait vouloir mettre fin à « l'immigration subie ». Beaucoup de Français ont voté pour lui dans l'espoir qu'il mène une politique de contrôle et de réduction de l'immigration en direction de notre pays.

Force est de constater qu'il n'en a rien été. Bien au contraire : l'immigration est plus forte que jamais sous le mandat de Nicolas Sarkozy.

D'une part, l'immigration clandestine a continué de progresser car les pompes aspirantes n'ont pas été supprimées. Mise en place en 2000 sous Lionel Jospin, l'Aide Médicale d'Etat (AME), spécifiquement réservée aux migrants clandestins, a pour la première fois dépassé la barre des 600 millions d'euros dans le budget de cette année. Les crises arabes de la fin de 2010 et du début 2011 ont encore aggravé la situation, précipitant le départ de nombreux clandestins vers l'Europe. Arrivés sur l'île italienne de Lampedusa ou ailleurs, ils se dirigent pour beaucoup vers la France, sachant y trouver les avantages sociaux les plus avantageux de toute l'Europe ! L'absence de frontières dans le cadre des dramatiques accords européens de Schengen facilite cette montée continue de l'immigration clandestine.

En dépit de toutes les promesses et des déclarations musclées régulièrement entonnées dans un but purement électoraliste, l'immigration légale a augmenté fortement sous le mandat de Nicolas Sarkozy. Selon les chiffres officiels du ministère de l'Intérieur, la France a délivré 203 000 titres de séjour en 2010, soit 28 000 de plus qu'en 2009, et 78% de plus qu'en 2000 sous Lionel Jospin (114 000). Jamais sous la Ve République la France n'avait accueilli une immigration légale aussi importante.

La progression très sensible de l'immigration professionnelle est particulièrement condamnable en pleine crise économique, alors que le chômage explose dans notre pays et que le pouvoir d'achat des salariés s'effondre. Ainsi, en 2007, l'immigration professionnelle représentait l'arrivée de 19 985 étrangers en France. Elle était de 32 132 en 2010, soit 61% d'augmentation en quelques années seulement !

Il est donc plus que temps de sortir des discours électoralistes et des promesses sans lendemain de Nicolas Sarkozy, Claude Guéant et de son agence de communication la Droite Populaire.

Trois raisons principales imposent de mettre fin à l'immigration massive et incontrôlée qui frappe notre pays :

- L'immigration est utilisée par les puissances d'argent et le grand patronat pour peser à la baisse sur les salaires et les droits sociaux des travailleurs français. Voulu et sans cesse réclamé par le MEDEF, la Commission européenne et les grands groupes du CAC 40, l'immigration n'est pas un projet humaniste, mais une arme au service du grand capital.
- L'immigration représente un coût important pour la communauté nationale, évaluée à 70 milliards d'euros par an par le démographe et économiste Yves-Marie Lulan.
- L'immigration non contrôlée est source de tensions dans une République qui ne parvient plus à assimiler les nouveaux Français. Les ghettos, les conflits inter-ethniques, les revendications communautaires et les provocations politico-religieuses sont les conséquences directes d'une immigration massive qui met à mal notre identité nationale et amène avec elle une islamisation de plus en plus visible, avec son cortège de revendications. Le communautarisme est un poison contre la cohésion nationale.

POSITIONS

- **Réduction en 5 ans de l'immigration légale de 200 000 entrées par an à 10 000 entrées par an** (division par 20), en privilégiant les talents qui permettront le rayonnement de notre pays et l'innovation. Modifications législatives et réglementaires du Code de l'entrée et du séjour des étrangers (CESEDA) en ce sens.

- **Suppression du regroupement familial.**

- Réduction drastique du nombre de demandeurs d'asile admis à rester en France. Le budget de l'asile représente un coût en progression constante (+27% en 2011, à 376 millions d'euros). La France doit procéder aux révisions constitutionnelles, législatives et réglementaires pour atteindre cet objectif.

- **Remise en cause des accords de Schengen sur la libre circulation des personnes : la France reprendra le contrôle de ses frontières.**

- Réduire la durée maximale de la carte de séjour de 10 ans actuellement à 3 ans renouvelable avec un strict contrôle des conditions d'obtention.

- Renégociation de la Convention européenne des droits de l'homme, et notamment de son article 8 qui est utilisé par les associations de promotion de l'immigration pour accroître l'immigration vers la France.

- **Suppression du droit du sol et réforme en profondeur du code de la nationalité française** afin que l'acquisition de la nationalité ne soit plus une simple formalité administrative : être français est un honneur. La naturalisation se mérite et doit être soumise à des conditions strictes de présence paisible et prolongée sur le territoire, en situation légale, de maîtrise de la langue française et de preuve d'assimilation. Plus généralement la double nationalité ne sera plus autorisée en dehors des cas de double nationalité avec un autre pays de l'Union européenne ; les personnes concernées seront amenées à choisir entre les deux nationalités.

- Lutte contre l'immigration clandestine, qui doit être ramenée à zéro. **Expulsion systématique de toute personne qui entre ou se maintient illégalement sur le territoire national.** Suppression des pompes aspirantes de l'immigration clandestine, telle que l'Aide Médicale d'Etat, réservée aux migrants clandestins.

- **Suppression, dans le droit français, de la possibilité de régulariser des clandestins.**

- Les manifestations de clandestins ou de soutien aux clandestins seront interdites.

- Le racisme anti-Français comme motivation d'un crime ou d'un délit sera considéré comme une circonstance particulièrement aggravante et alourdira la peine encourue.

- Exécution dans leur pays d'origine des peines d'emprisonnement prononcées contre les étrangers grâce à des accords bilatéraux passés avec les pays dont sont originaires les ressortissants les plus représentés dans les statistiques françaises de la délinquance. Dans tous les cas, **rétablissement des expulsions dans leur pays d'origine des étrangers condamnés pénalement.**

- **Application de la priorité nationale.** Les entreprises se verront inciter à prioriser l'emploi, à compétences égales, des personnes ayant la nationalité française. Afin d'inciter les entreprises à respecter cette pratique de priorité nationale, une loi contraindra Pôle Emploi à proposer, toujours à compétences égales, les emplois disponibles aux demandeurs d'emploi français. Les administrations respecteront également ce principe, et la liste des emplois dits « de souveraineté » sera élargie, notamment dans les secteurs régaliens où les professions seront réservées aux personnes ayant la nationalité française. La priorité nationale doit s'appliquer à tous les Français, quelle que soit leur origine. Les étrangers qui travaillent et qui cotisent bénéficieront du fruit normal de leurs cotisations. Les étrangers en situation légale qui ne trouvent pas de travail seront incités à retourner dans leur pays au bout d'un an d'inactivité et leurs cotisations retraites leurs seront restituées sous forme de capital. La priorité nationale s'appliquera également en matière de logement social où, à situation égale, le logement sera d'abord proposé aux personnes ayant la nationalité française. Les allocations familiales seront réservées aux familles dont un parent au moins est français ou européen.

- **Instauration d'un grand ministère de l'Intérieur, de l'immigration et de la laïcité** afin d'assurer la cohérence et la coordination des politiques publiques dans ces trois domaines. Il

publiera, chaque trimestre, les chiffres et statistiques détaillés du nombre de titres de séjour délivrés, du nombre de naturalisations octroyées et du nombre de reconduites à la frontière effectuées.

- Mise en œuvre d'une politique de coopération renforcée, notamment avec les pays d'Afrique. **Les aides au développement seront subordonnées à une coopération étroite avec les autorités françaises s'agissant des flux migratoires** et des procédures d'expulsion des clandestins vers leur pays d'origine.

- Réaffirmation de notre modèle républicain et de ses valeurs contre le multiculturalisme anglo-saxon. **L'assimilation, via l'école notamment, doit redevenir la règle, et le communautarisme banni.** La France inscrira dans sa Constitution « la République ne reconnaît aucune communauté ».